

L'ÉDITO

par Philippe MARTIN

Félix, le moindre mal?

Les élections congolaises ont livré leur verdict. Ni totalement ahurissant ni vraiment satisfaisant. Ça passe ou ça casse.

Dans quel autre pays, une Commission électorale chargée d'assurer la bonne organisation d'un scrutin doit-elle mener des « évaluations » et des « délibérations » avant de proclamer le nom d'un vainqueur ? Dans quel autre pays, un candidat d'opposition se dit-il prêt à rencontrer le président sortant, avant même la proclamation des résultats ? Nulle part, sans doute, sauf au Congo où il ne suffit pas de collecter et de compter les bulletins de vote, avant de classer les candidats par ordre décroissant des suffrages. Et de cette procédure « chaotique », pour reprendre le mot du ministre des Affaires étrangères Reynders, est sorti le nom de Félix Tshisekedi, pour succéder à Joseph Kabila. Comme son père Étienne, Félix Tshisekedi bénéficie

d'une large assise populaire en tant que président de l'UDPS, le plus ancien des partis d'opposition congolais. Mais il est aussi un homme plus conciliant, pour ne pas dire opportuniste et plus ouvert aux arrangements. Et, pour Joseph Kabila, entre un opposant comme Martin Fayulu, plus radical et donné vainqueur jusqu'au seuil du scrutin, et un Félix Tshisekedi qui garantit l'impunité du président sortant au nom de la « réconciliation nationale », le choix est vite fait. Tshisekedi sera donc le nouveau président congolais à partir du 18 janvier prochain. Sauf si l'Église allait au-delà du simple constat que les résultats annoncés « ne correspondent pas aux données en leur possession ». Sauf si la Cour constitutionnelle devait finalement invalider le processus électoral en constatant d'autres errements.

Mais si ce n'est pas le cas, le fils du Lion de Limete, l'éternel opposant au

maréchal Mobutu, devrait tourner la page Kabila, père et fils, après plus de vingt ans de présidence. Sera-t-il pour autant à la hauteur des espoirs de développement et des aspirations démocratiques du peuple congolais ? Rien n'est moins sûr, quand on connaît le poids des pratiques illicites du pouvoir à Kinshasa. Mais peut-être parviendra-t-il à rassurer la communauté internationale qui pourrait s'accommoder, finalement, d'une transition se déroulant dans un calme relatif...